

**DIRECTION INTERREGIONALE DE LA MER
SUD ATLANTIQUE**

**AGRANDISSEMENT DU CENTRE POLMAR
DU VERDON-SUR-MER (33123)**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES TOUS CORPS D'ETAT

27 NOVEMBRE 2024
Modifié 09 décembre 2024

1	OBJET DU MARCHE	3
2	MISSION DE L'EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE	3
3	DECOMPOSITION DES LOTS	3
4	CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	3
5	ZONES CLIMATIQUE ET SISMIQUE	3
6	ELABORATION ET REMISE DES OFFRES	4
6.1	Présentation	4
6.2	Connaissance du dossier	4
6.3	Connaissance des lieux	4
6.4	Prestations supplémentaires éventuelles	4
6.5	Variantes	4
7	DOCUMENTS DE REFERENCES	4
8	BUREAU DE CONTROLE	5
9	MATERIAUX ET MATERIELS	5
9.1	Stockage et manutention	5
9.2	Notion d'équivalence ou similaire	5
10	QUALIFICATIONS	5
11	COORDINATION ENTRE CORPS D'ETAT	6
11.1	Réservations	6
11.2	Incorporations dans les ouvrages en béton	6
11.3	Rebouchage et calfeutrements	6
11.4	Implantation	6
11.5	Réception des supports	6
12	PROTECTION DES OUVRAGES	6
13	CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES	7
14	DOE ET DIUO	7
15	HYGIENE, SECURITE, INSTALLATION DE CHANTIER	7
16	NETTOYAGE	7
17	COMPTE PRORATA	8

1 OBJET DU MARCHE

Le projet concerne l'agrandissement du centre POLMAR sis 4 quai de Cordouan au VERDON-SUR-MER dans le département de la Gironde. pour le compte de la Direction Interrégionale de la Mer Sud Atlantique.

Le projet comprend principalement :

- l'extension d'un hangar POLMAR et d'un auvent
- la création d'une aire de lavage couverte
- la création d'ateliers dans les hangars existants POLMAR et PHARBAL
- l'extension et la rénovation du bâtiment Centre d'Exploitation et d'Intervention CEI
- la création d'un abri bouteilles gaz et d'une aire de stockage des feux
- la rénovation du bâtiment de stockage AC2
- les travaux de VRD : réfection d'une voirie lourde et création d'une aire de manœuvre, gestion des eaux pluviales et eaux usées

Les travaux feront l'objet d'un phasage suivant planning prévisionnel joint au dossier de consultation.

2 MISSION DE L'EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE

L'équipe de maitrise d'œuvre est chargée d'une mission de BASE+SYNTHESE partielle +OPC.

3 DECOMPOSITION DES LOTS

Les travaux sont répartis en 14 lots définis comme suit :

- Lot n°01 VRD
- Lot n°02 Désamiantage
- Lot n°03 Gros-œuvre
- Lot n°04 Charpente métallique – serrurerie
- Lot n°05 Couverture et bardage métalliques
- Lot n°06 Menuiseries aluminium
- Lot n°07 Charpente et menuiseries bois
- Lot n°08 Cloisons – plafonds
- Lot n°09 Revêtements de sol – faïence
- Lot n°10 Peinture
- Lot n°11 Electricité
- Lot n°12 Chauffage – Ventilation
- Lot n°13 Plomberie – Sanitaires
- Lot n°14 Pont roulant

4 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Les bâtiments objets du projet sont soumis au Code du Travail.

5 ZONES CLIMATIQUE ET SISMIQUE

Vent : région 2, site exposé

Neige : région A2, altitude < 200 m

Sismicité : zone 2 – catégorie d'importance II

Atmosphère marine de bord de mer

6 ELABORATION ET REMISE DES OFFRES

Les offres seront forfaitaires et comprendront tous les matériaux, matériels et prestations nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

6.1 Présentation

Les entreprises devront répondre suivant la décomposition de prix global et forfaitaire jointe au dossier de consultation et fournir les prix unitaires de chaque article.

La répartition définie dans les DPGF devra impérativement être respectée.

Chaque article peut être détaillé en sous-articles si l'entrepreneur le juge nécessaire.

6.2 Connaissance du dossier

Les offres seront forfaitaires et établies suivant les plans et documents fournis au dossier de consultation.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du descriptif y compris ceux des autres corps d'état.

6.3 Connaissance des lieux

La visite du site avant remise de l'offre est conseillée. Les entreprises prendront rendez-vous auprès de la subdivision PHARES ET BALISES du VERDON-SUR-MER.

Le fait de soumissionner implique que l'entrepreneur a une parfaite connaissance du site et du bâtiment objet des travaux et qu'il a tenu compte des éventuelles contraintes pour établir son offre.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux seront réalisés sur un site en activité pouvant occasionner d'importants flux de véhicules en cas d'interventions urgentes. L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de ne pas gêner cette activité et garantir la sécurité du personnel.

6.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Les prestations supplémentaires éventuelles PSE seront obligatoirement chiffrées.

6.5 Variantes

L'entrepreneur pourra proposer ses propres variantes (« variantes libres ») à condition :

- de chiffrer la solution de base
- de tenir compte des éventuelles incidences sur les autres corps d'état.
- de respecter au minimum les performances des ouvrages et matériaux décrits au CCTP
- de fournir les fiches techniques, plans et notes permettant la compréhension de la variante

Les variantes sont autorisées pour tous les lots mais limitées à deux par lot.

7 DOCUMENTS DE REFERENCES

Tous les ouvrages devront répondre aux Cahier des Clauses Techniques Générales, Documents Techniques Unifiés, Normes françaises, Eurocodes, réglementations thermique, acoustique, parasismiques, protections contre les risques d'incendies, règles de sécurité des établissements

recevant du public, Code du travail, circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30/11/2007 relative à l'accessibilité des personnes handicapées, règles et recommandations professionnelles, avis techniques, cahiers des charges des concessionnaires, des services publics et prescriptions du permis de construire.

8 BUREAU DE CONTROLE

Le bureau de contrôle désigné par le maître d'Ouvrage est **APAVE Agence de BORDEAUX**.
Les entreprises devront lui fournir tous leurs plans d'exécution, notes de calcul, procès-verbaux d'essais et avis techniques avant toute fabrication ou intervention et avoir obtenu son accord écrit.

9 MATERIAUX ET MATERIELS

Tous les matériaux et matériels seront neufs, de première qualité, conformes aux normes NF et seront au minimum de classe A pour ceux soumis à l'arrêté du 19 avril 2011 (étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leur émission de polluants volatils).

Les bois proviendront de sites de production certifiés PEFC et FSC.

L'entrepreneur devra s'assurer avant mise en œuvre ou fabrication, que les matériaux employés répondent scrupuleusement aux critères exigés.

Les avis techniques ou procès verbaux d'essais seront fournis à l'Architecte et au bureau de contrôle.

Des échantillons seront fournis en début de chantier à l'Architecte pour définir les choix.

9.1 Stockage et manutention

Chaque entreprise est responsable du transport, du stockage, du déchargement et de la manutention des matériaux et matériels.

Les zones de stockage seront définies au plan d'installation de chantier mais ne soustrait pas l'entrepreneur de son obligation de protections.

Les conditions de stockage seront conformes aux prescriptions des fabricants.

9.2 Notion d'équivalence ou similaire

Une prestation, une fourniture ou un matériel ne sera accepté comme équivalent ou similaire à sa description au CCTP que sous toutes les conditions suivantes :

- mention claire (marque, type) dans l'offre de l'entreprise
- mêmes qualités techniques
- même apparence ou finition esthétique
- même choix coloristique

10 QUALIFICATIONS

Les entreprises devront pouvoir justifier d'une qualification suffisante pour l'exécution de tous les ouvrages.

En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de vérifier les compétences de son ou ses sous-traitants.

11 COORDINATION ENTRE CORPS D'ETAT

11.1 Réservations

Les réservations devront être demandées en temps utile et par écrit au lot concerné. A cet effet, il lui sera fourni un plan comportant les dimensions des réservations et leur implantation par rapport à des ouvrages déjà réalisés ou tracés.

Les réservations oubliées ou mal positionnées seront réalisées ou rectifiées par l'entreprise responsable de l'ouvrage mais à la charge financière de l'entreprise fautive.

Les percements de dimensions inférieures ou égales à 15x15 cm ou au diamètre 15 cm seront réalisés par chaque entreprise après accord de l'entrepreneur ayant exécuté l'ouvrage.

11.2 Incorporations dans les ouvrages en béton

Les éléments à incorporer dans les ouvrages neufs en béton armé seront posés par le lot gros-œuvre ou son usine de préfabrication, à condition que l'entrepreneur demandeur ait fourni les dits éléments, leur plan de pose coté et les instructions particulières si nécessaire.

Il est bien entendu que seules sont concernées les pièces à incorporer avant le coulage du béton.

11.3 Rebouchage et calfeutrements

L'entreprise ayant réalisé la réservation ou le percement aura à sa charge le rebouchage et le calfeutrement après passage des corps d'état demandeurs.

Les entrepreneurs veilleront à conserver les caractéristiques mécaniques, thermiques, phoniques, de tenue au feu et de finition des ouvrages traversés.

11.4 Implantation

Chaque entrepreneur réalisera l'implantation et le tracé de ses propres ouvrages.

11.5 Réception des supports

Avant toute intervention, chaque entrepreneur devra :

- la vérification des côtes des ouvrages déjà réalisés nécessaires à son intervention
- la réception des supports en présence des entrepreneurs concernés

Les éventuels erreurs ou défauts au-delà des tolérances définies par les DTU seront signalés à l'Architecte. Les travaux de reprise seront à la charge financière de l'entrepreneur fautif.

Toute intervention sans réception préalable vaudra acceptation du support.

12 PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque entreprise intervenant dans des locaux dont certains ouvrages sont finis devra les dispositions et protections afin d'éviter toutes détériorations ou salissures.

Dans le cas où cette prescription ne serait pas respectée, les travaux de réparation ou remplacement seront à la charge exclusive de l'entrepreneur fautif.

13 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

Chaque entreprise devra les vérifications et essais permettant de garantir le parfait fonctionnement et la conformité des ses ouvrages.

Le nom du responsable assurant le contrôle des matériaux et matériels et de leur mise en œuvre sera fourni au début du chantier. Sa mission comprendra notamment :

- vérifier la conformité des matériaux-matériels vis-à-vis des normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché
- vérifier la qualité des protections et conditions de stockage tant du point de vue des agressions atmosphériques que des déformations mécaniques
- vérifier que les ouvrages réalisés par les autres corps d'état en conception et en exécution, sont compatibles avec une bonne réalisation de ses propres prestations
- vérifier que la fabrication et la mise en œuvre de ses matériaux et matériels sont conformes aux DTU, avis techniques, prescriptions des fabricants et règles de l'art

L'entrepreneur devra également les essais et vérifications imposés par les DTU, règles professionnelles, AQC et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

Tous ces documents seront fournis à l'Architecte et au bureau de contrôle.

14 DOE ET DIUO

Chaque entreprise devra fournir, à la réception de chantier, les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) et les éléments nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieur sur Ouvrages (DIUO).

Ces dossiers seront remis en deux exemplaires papiers reliés et quatre clés USB avec fichiers aux formats pdf et dwg.

Les dossiers des ouvrages exécutés comprennent notamment :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par l'entrepreneur
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- les attestations AQC

15 HYGIENE, SECURITE, INSTALLATION DE CHANTIER

Les entreprises devront se référer au plan général de coordination joint au dossier de consultation et inclure le coût des installations et prestations demandées dans leur offre.

Dans le cas d'occupation du domaine public, chaque entrepreneur devra effectuer toutes les démarches administratives nécessaires et avoir obtenu l'accord écrit des services concernés, les éventuels frais étant à la charge du demandeur.

Les engins ou matériels de chantier bruyants devront être adaptés à l'environnement du chantier et respecter les limites réglementaires.

16 NETTOYAGE

Chaque entrepreneur devra un nettoyage régulier du chantier, de ses ouvrages et des locaux dans lesquels il intervient ainsi que le tri et chargement des gravats et déchets dans les bennes de chantier, excepté les déchets dangereux et/ou inflammables qui seront évacués par l'entrepreneur dans une décharge agréée pour recevoir et traiter ce type de déchets, les bordereaux de prise en charge devant obligatoirement être fournis à l'architecte.

Le brûlage ou enfouissement sur site est interdit.

17 COMPTE PRORATA

Le compte prorata sera géré par le titulaire du lot 03 assisté de deux autres corps d'état définis lors de la période de préparation.

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte prorata :

- nettoyage des installations communes d'hygiène
- consommation d'eau et d'électricité
- frais de remise en état d'ouvrages ou d'installations existants lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou contournés, dans les cas suivants :
 - * l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert.
 - * les défauts de nettoyage, les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé.
 - * la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Suivant la nature des fournitures mises en œuvre, les entrepreneurs prennent les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.

Les frais de réparation et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux restent à la charge des entrepreneurs réalisant ces installations.

L'entrepreneur titulaire du lot 03 procède au règlement des dépenses; il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui serait élevé entre eux.
